

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 07/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VEOLIA ONYX ARA

Papelissier
810 chemin des Taillandiers
26 300 Chatuzange-le-Goubet

Références : 20240607-RAP-DAEN0526

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2024 dans l'établissement ONYX AUVERGNE RHÔNE-ALPES implanté Papelissier, 810 chemin des Taillandiers 26 300 Chatuzange-le-Goubet. L'inspection a été annoncée le 11/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX AUVERGNE RHÔNE ALPES
- Papelissier, 810 chemin des Taillandiers 26 300 Chatuzange-le-Goubet
- Code AIOT : 0006106990
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral n°26-2020-07-09-002 du 9 juillet 2020, la société ONYX a été autorisée à exploiter, dans son centre de CHATUZANGE LE GOUBET :

– une extension en hauteur du casier de stockage de déchets non dangereux H, puis 2 nouveaux casiers de stockage désignés I et J.

– une unité d’une capacité maximale de 50 tonnes/jour de traitement d’effluents liquides non dangereux.

L’exploitation de l’extension en hauteur du casier H va s’achever probablement courant août 2024, suivra l’exploitation du casier I. Les travaux d’aménagement de ce casier, parties Nord et Sud, sont achevés. Un dossier précisant notamment le déroulement des travaux a été fourni par l’exploitant. La visite de ce nouveau casier lors de l’inspection n’a pas conduit à découvrir d’anomalies.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Examen de la fin d’aménagement de la partie Nord du casier I (la partie Sud avait déjà fait l’objet d’une visite en 2023) ;
- Prescriptions portant sur la gestion des lixiviats ;
- Prescriptions portant sur le contrôle de la radioactivité.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l’environnement relève de la responsabilité de l’exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l’administration à l’ensemble des dispositions qui sont applicables à l’exploitant. Les constats relevés par l’inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d’un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l’issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l’inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l’inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s’agir d’une lettre de suite préfectorale, d’une mise en demeure, d’une sanction, d’une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d’actions correctives à l’exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite effectuée dans le centre n'a pas conduit à percevoir d'odeurs significatives. Celles perçues à proximité immédiate du bassin de stockage de lixiviats de 3 500 m³ s'estompaient très rapidement avec l'éloignement.

L'exploitant a conscience des risques d'envols de déchets et de poussières générés dans le cadre de la fin d'exploitation du casier H, compte tenu de la hauteur atteinte. Des filets destinés à piéger les envols de déchets sont en place. Mais la proximité de l'autoroute le conduit à suspendre l'exploitation du centre quand le vent est défavorable (environ une dizaine de demi-journées d'arrêt depuis le début de l'année 2024).

Le constat par l'inspection de quelques déchets non ultimes sur le casier H (déchets métalliques notamment) montre la marge de progrès encore existante en matière de tri-valorisation. L'exploitant souligne la difficulté à contrôler en permanence les déchets accueillis dans le casier de stockage. Ce n'est souvent qu'au déchargement que des déchets non ultimes sont découverts. L'exploitant signale que le chargement de certains camions est refusé, une traçabilité de ces "anomalies" est conservée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 2.2.5.6	Sans objet
2	Gestion des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 4.3.11	Sans objet
3	Perméats	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 4.3.12	Sans objet
4	Radioactivité	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite effectuée n'a pas conduit à découvrir de situation préoccupante. La vigilance de l'exploitant en matière de maîtrise des nuisances pour le voisinage (essentiellement les odeurs) doit être maintenue.

Un contrôle plus strict du caractère ultime des déchets accueillis dans le centre est à assurer, l'exploitant est invité à présenter à l'inspection ses propositions en ce sens.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 2.2.5.6
Thème(s) : Risques accidentels, Lixiviats
Prescription contrôlée : <p>Les lixiviats sont pompés puis rejetés dans un bassin de stockage de lixiviats. Chaque système de collecte des lixiviats est équipé des dispositifs nécessaires au contrôle du bon fonctionnement des équipements de collecte et de pompage et de leur efficacité pendant la période d'exploitation et de suivi long terme.</p> <p>Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 2.2.5.5, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.</p>
Constats : <p>L'exploitant rappelle la situation du centre en matière de stockage de lixiviats :</p> <ul style="list-style-type: none">– Une cuve de stockage de 15 m³ collectant les lixiviats de la zone de stockage de déchets la plus ancienne appelée « SIVOM », située à l'Est du centre ;– Un bassin de stockage de 5 000 m³, collectant les lixiviats des casiers A à H, situé à l'Est du centre ;– Un bassin récent de stockage de 3 500 m³, situé à l'Ouest du centre, relié à l'unité de traitement de lixiviats (Cogélix) déplacée récemment à l'Ouest du centre. Ce bassin collectera directement les lixiviats du futur casier I, dont la mise en exploitation est envisagée en août prochain. <p>Seul, le bassin récent de 3 500 m³ a été visité par l'inspection, une odeur est perçue à ses abords immédiats, mais elle s'estompe dès que l'on s'éloigne. Ce bassin est entouré d'une clôture, un panneau d'information est affiché au portail d'entrée. Une sonde de niveau haut est aperçue sur une paroi du bassin.</p> <p>L'exploitant explique que les lixiviats du bassin de 5 000 m³ sont renvoyés pour traitement dans le bassin de 3 500 m³.</p> <p>Les lixiviats des casiers les plus récents F, G et H sont pompés par des puits inclinés, situés au Nord de chacun de ces casiers. L'extrémité de chacun de ces puits (de diamètre d'environ 1,2 m) se trouve à l'intérieur d'un local. Les pompes électriques de relevage de lixiviats peuvent fonctionner en mode manuel ou automatique, des sondes de niveau sont en place au fond des casiers. L'inspection a visité ces 3 installations : Le niveau de lixiviats au fond du casier F affiché sur écran était 20 cm ; celui correspondant au casier G était 3 cm et celui correspondant au casier H était 24 cm. Les pompes étaient en mode automatique, mais ne fonctionnaient pas du fait du faible niveau de lixiviats. L'exploitant précise qu'elles se déclenchent à partir d'un niveau d'environ 30-35 cm. L'exploitant a mis chaque pompe en mode manuel (marche forcée), ce qui a permis de montrer leur bon fonctionnement, puis elles ont été remises en mode automatique.</p>

Les dispositifs de pompage des autres casiers du centre n'ont pas été visités, le niveau de lixiviats au fond de ces casiers n'a pas été contrôlé.

L'exploitant a donné à l'inspection les précisions suivantes :

- La station de relevage des lixiviats du casier F recueille aussi les lixiviats en provenance des casiers A, A' et B ;
- La station de relevage des lixiviats du casier G recueille aussi les lixiviats en provenance des casiers C, D et E.

Des puits mixtes équipés de pompes pneumatiques pour lixiviats se trouvent dans les casiers A à G, ils complètent le soutirage des lixiviats, qui sont dirigés dans le bassin de stockage de 5 000 m³.

Notons que si les stations de relevage des lixiviats du casier F et G recueillent aussi les lixiviats en provenance, d'une part des casiers A, A' et B, d'autre part des casiers C, D et E, alors ces casiers ne sont que des alvéoles dans la mesure où ils ne répondent pas à la définition réglementaire d'un casier, qui doit être hydrauliquement indépendant de tout autre casier.

Les volumes de lixiviats pompés sont suivis précisément et tracés dans le fichier de reporting présenté à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 4.3.11

Thème(s) : Risques accidentels, Lixiviats

Prescription contrôlée :

I. L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.

Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.1.5 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

II. L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois :

- le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ;
- la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ;
- les quantités d'effluents rejetés ;
- les volumes de lixiviats pompés.

Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Dans le rapport d'activité annuel de l'année 2023 du centre reçu récemment par l'inspection, il est précisé que l'intégralité des contrôles est enregistrée dans le cadre du Système de management intégré sous : ENR_S_CHTZ _009 - Suivi des contrôles périodiques. Le programme de contrôle et de maintenance de l'exploitant n'a pas été examiné lors de cette inspection.

L'exploitant signale que la société EIRA Environnement assure le contrôle et la maintenance des équipements liés à la gestion des lixiviats du centre.

L'inspection demande le document d'intervention le plus récent de la société EIRA Environnement : L'exploitant présente un bon d'intervention datant du 23 mai 2024, portant sur le contrôle des pompes électriques de fond des puits des casiers F, G et H, et de la cuve de 15 m³, sur le contrôle de la sonde de niveau de la cuve de 15 m³, de son système de détection de fuite, et de sa pompe qui était à priori bloquée, qui a été démontée, nettoyée et remise en service.

L'exploitant présente un document de la société EIRA Environnement intitulé « Résumé des interventions Année 2023 », dans lequel figurent notamment :

- les sondes de niveau (avec câblage, affichage, asservissement des pompes associées...) dans les bassins de collecte d'eaux pluviales et de lixiviats, celles des fonds de puits de collecte des lixiviats et de la cuve de 15 m³ ;
- les sondes de température (perméats) ;
- les débitmètres, dont ceux liés au pompage des lixiviats, avec les équipements associés ;
- les pompes de lixiviats.

Un tableau de suivi sur l'année 2023 des opérations périodiques offre une vision d'ensemble des contrôles effectués.

Notons que dans le rapport annuel d'activités portant sur l'année 2023, figurent des tableaux du programme de contrôle et de maintenance montrant les interventions d'autres sociétés que la société EIRA Environnement, en particulier de la société SARPI THINKTECH (ex GRS VALTECH) pour la gestion du biogaz, des moteurs de valorisation de biogaz, des torchères et de l'unité de traitement de lixiviats notamment.

L'exploitant présente à l'inspection le tableau de relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats, le volume de lixiviats dans les bassins de collecte (et non la hauteur), et les volumes de lixiviats pompés.

L'examen de ce document montre que 9 720 m³ de lixiviats ont été produits dans le centre en 2023.

Une ronde de surveillance est réalisée mensuellement au niveau de la cuve de 15 m³.

La hauteur de lixiviats mesurée mensuellement dans les casiers F, G et H, n'a jamais dépassé 30 cm en 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Perméats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 4.3.12

Thème(s) : Risques chroniques, Perméats

Prescription contrôlée :

Les perméats résultant de l'installation interne au site de traitement d'effluents liquides non dangereux, peuvent avoir certaines utilisations aux conditions suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Température inférieure à 30 °C ;
- Concentration des *Legionella pneumophila* inférieure à 1000 unités formant colonies ;
- Respect des limites fixées dans le tableau ci-dessous : (voir ci-joint)

<p>Les perméats peuvent alors avoir les utilisations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Rampes d’aspersion destinées à masquer les odeurs éventuelles : les perméats additionnés du produit masquant doivent retomber et s’écouler dans le casier de stockage de déchets en cours d’exploitation ; – Rabattement des poussières sur les pistes de circulation : dans la mesure où cette action est effectuée en période de déficit hydrique et où il n’y a pas d’infiltration dans le sol ; – Nettoyage d’équipements avec récupération des eaux dans le bassin de stockage des lixiviats. <p>Les perméats ne respectant pas les critères mentionnés ci-dessus sont à considérer comme des effluents et à traiter en tant que tels ; s’ils respectent ces critères et ne sont pas utilisés, ils peuvent être évaporés dans les conditions fixées au chapitre 8.1 du présent arrêté.</p> <p>Le volume des perméats produits est mesuré. Les prélèvements et analyses des perméats sont réalisés tous les deux mois par un organisme agréé. Si l’exploitant souhaite une diminution de cette fréquence, il doit présenter un dossier justificatif à monsieur le préfet de la Drôme, avec copie à l’inspection des installations classées.</p> <p>En tout état de cause, la fréquence de prélèvements et d’analyses reste à minima annuelle.</p>
<p>Constats :</p> <p>L’exploitant précise que pour l’année 2023, l’unité de traitement des lixiviats in situ (Cogélix) a traité 11 267 m³ de lixiviats ; il n’y a pas eu de lixiviats envoyés pour traitement dans une unité extérieure. Ceci étant, en cas de nécessité, cette possibilité existe, car l’exploitant a signé une convention avec le site ATHANOR à GRENOBLE.</p> <p>Le volume de perméats produits s’est élevé à 10 793 m³. L’exploitant confirme que ces perméats ont été utilisés sur place comme prévu dans l’arrêté préfectoral, il n’y a pas de rejet de perméats hors du centre. Il n’y a plus d’unité d’évaporation de perméats utilisée dans le centre, elle a fait l’objet d’une cessation d’exploitation.</p> <p>Les analyses des perméats, réalisées à fréquence bimestrielle, montrent le respect des valeurs limites imposées (voir le tableau se trouvant en fin de rapport), excepté pour les matières en suspension (légers dépassements occasionnels : 16 mg/l le 20 février 2023). L’exploitant explique que ceci est probablement dû aux poussières émises dans le cadre de l’activité du centre (passage des camions à proximité du bassin).</p> <p>L’exploitant précise que les prélèvements de perméats pour analyses seront désormais réalisés en sortie de process et non dans le bassin de stockage. Les résultats devraient donc être satisfaisants.</p> <p>L’exploitant souligne que les perméats ne sont pas rejetés au milieu naturel et ne portent donc pas atteinte à l’environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Radioactivité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L’installation est équipée d’un dispositif fixe de détection des rayonnements ionisants. Ce</p>

dispositif est implanté de telle manière que tous les déchets entrants soient contrôlés. Il est associé à un système informatique permettant l'autocontrôle et à un système d'alarme visuelle et sonore. L'alarme est réglée en fonction du bruit de fond radiologique local (BDF). L'alarme doit être réglée au maximum à 3 fois le BDF sur un terrain sédimentaire et à 2 fois le BDF sur un terrain cristallin.

L'installation est dotée d'une aire étanche de stationnement temporaire des véhicules dont le chargement a déclenché l'alarme décrite à l'alinéa précédent. Le véhicule ou, si possible, seulement sa benne est immobilisé tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection n'a pas récupéré le(s) déchet(s) responsable(s) de cette radioactivité anormale. Si elle est nécessaire pour isoler la source, l'opération de déchargement sera réalisée sur une aire étanche afin d'éviter toute contamination.

L'exploitant dispose de moyens permettant de matérialiser sur cette aire un périmètre de sécurité avec une signalétique adaptée, établi avec un radiamètre portable, correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5 $\mu\text{Sv/h}$.

La benne doit être protégée des intempéries afin d'éviter toute dispersion avant l'intervention de l'équipe spécialisée.

L'exploitant établit une procédure « détection de radioactivité » relative à la conduite à tenir en cas de déclenchement du dispositif de détection et il organise des formations de sensibilisation sur la radioactivité et la radioprotection pour le personnel du site, sans préjudice des dispositions applicables aux travailleurs qui relèvent du Code du travail.

La procédure visée à l'alinéa précédent mentionne notamment :

- les mesures de radioprotection en termes d'organisation, de moyens et de méthodes à mettre en œuvre en cas de déclenchement du dispositif de détection ;
- les procédures d'alerte avec les numéros de téléphone des secours extérieurs et de l'organisme compétant en radioprotection devant intervenir ;
- les dispositions prévues pour l'entreposage des déchets dans l'attente de leur gestion.

Toute détection fait l'objet d'une recherche sur l'identité du producteur et d'une information immédiate de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le portique de contrôle de radioactivité se compose de deux unités « SAPHYMO » situées en amont du pont-bascule à l'entrée du site, ils ont une vignette indiquant que leur vérification sera à refaire au plus tard le 16 janvier 2025. La dernière vérification a été réalisée par la société AM2C le 16 janvier 2024. L'examen du rapport de vérification précise que :

- le seuil d'alarme a été fixé à 2 fois le bruit de fond ;
- les alarmes sonore et visuelle sur PC sont opérationnelles ;
- le dispositif est conforme.

L'exploitant précise qu'il dispose des appareils mobiles de détection de rayonnements ionisants suivants :

- 2 radiamètres SAPHYMO, modèle 6150 AD 6/H datant de 2013 : Leur contrôle effectué le 22 janvier 2024 par la société AM2C conclut à leur conformité.
- 1 appareil SAPHYMO, modèle DG5 A/P V2, datant de 2012 : Son contrôle effectué le 22 janvier 2024 par la société AM2C conclut à sa conformité.

Une procédure « détection de radioactivité » relative à la conduite à tenir en cas de déclenchement du dispositif de détection se trouve dans le bureau d'accueil, à proximité du boîtier de gestion du dispositif de détection de radioactivité. Son analyse n'a pas été effectuée lors de cette inspection.

L'aire étanche de stationnement temporaire des véhicules dont le chargement a déclenché l'alarme du dispositif de détection des rayonnements ionisants a été aperçue. L'exploitant précise qu'il n'y a eu aucun déclenchement de ce dispositif du début de l'année 2023 jusqu'à ce jour.

Type de suites proposées : Sans suite

Article 4.3.12 Tableau permettant l'utilisation des perméats

Paramètres	Concentrations maximales dans les perméats en sortie de process (en mg/l)
MEST	5
COT	70
DCO	120
DBO ₅	30
Azote global	30
Phosphore	2
Phénols	0,1
Métaux totaux	5
Chrome 6	0,1
Cadmium	0,05
Plomb	0,05
Mercuré	0,05
Arsenic	0,1
Fluorures	1
Cyanures	0,1
Hydrocarbures totaux	2
AOX	1